



La quinzaine nordique

© DG Trésor

N° 118 du 30 août 2016

Pays Nordiques

Echanges commerciaux. Selon les derniers chiffres des Douanes françaises, les échanges globaux (exports et imports) entre la France et les Pays nordiques sont passés de 12,2 Mds€ au 1^{er} semestre 2015 à 12,7 Mds€ au 1^{er} semestre 2016, soit une progression de 4%. Cette hausse résulte de la bonne tenue de nos exportations vers les pays de cette zone qui sont passées de 5 433 M€ au 1^{er} semestre 2015 à 6 050 M€ au 1^{er} semestre 2016 (+11%). Dans le même temps, nos importations en provenance des pays nordiques ont reculé de -2% (de 6 799 M€ à 6 674 M€), ce qui a permis de réduire notre déficit commercial de plus de 50% (de -1 366 M€ à -624 M€). A l'origine de ce bilan très positif pour la France, on trouve notamment les livraisons d'Airbus à la Finlande qui ont permis de gonfler nos exportations vers ce pays de +50% au 1^{er} semestre 2016. A noter par ailleurs que nos exportations progressent vers l'ensemble des pays de la zone durant cette même période (+5,4% vers la Suède, +4,4% vers le Danemark et +3,9% vers la Norvège et même de +37% vers l'Islande). La Suède reste le principal pays client de la France avec 2,7 Mds€ de nos exportations au cours du 1^{er} semestre 2016 (45% des ventes françaises vers les pays nordiques), devant le Danemark (1,3 Md€), la Finlande (1,1 Md€) et la Norvège (0,8Md€).

Innovation. Selon le dernier classement sur l'innovation de la Commission européenne (European Innovation Scoreboard), qui classe les pays les plus innovants sur le continent européen sur la base de 8 indicateurs (système de recherches, financements, brevets, retombées économiques, investissements des entreprises, etc.), les pays nordiques figurent en tête de classement : la Suède occupe la 2^{ème} place (1^{ère} au sein de l'UE), suivie par le Danemark (3^{ème}) et la Finlande (4^{ème}). L'Islande et la Norvège arrivent respectivement en 13^{ème} et 16^{ème} position. La Suisse domine le classement réalisé parmi 36 pays.

Danemark

Commerce extérieur. Selon l'Institut danois des statistiques (*Danmarks Statistik*), les exportations de marchandises ont augmenté de 3% en juin, tirées par les ventes de produits pharmaceutiques (+6,2%) et les biens d'équipement (+3,6%). En dépit des baisses des mois d'avril et de mai, les exportations sur l'ensemble du deuxième trimestre ont progressé de +2,2%. Les importations ont, quant à elles, diminué de -1,6% en juin, principalement dans le secteur agroalimentaire (-5,2%). Sur l'ensemble du deuxième trimestre, les importations ont baissé de -1,1%. L'excédent commercial pour le mois de juin s'élève à 7,7 MdsDKK (1,04 Md€).

Echanges bilatéraux. Le premier semestre 2016 marque une nouvelle amélioration des échanges bilatéraux au bénéfice de la France, avec une augmentation de l'excédent commercial (de 27 M€ au S1 2015 à 100 M€), alors qu'au premier semestre 2014, le solde était encore déficitaire (-103 M€). L'amélioration vient d'une hausse des exportations (+4%, de 1,2 Md€ à 1,3 Md€), notamment dans les secteurs des hydrocarbures et des machines industrielles. Avec 2,6 Mds€ d'échanges commerciaux en biens au premier semestre 2016, le Danemark est le 2^{ème} partenaire commercial de la France dans la zone nordique.

Privatisation. Un rapport confidentiel du consultant américain McKinsey, remis au gouvernement danois, recommande d'ouvrir davantage le pays à la concurrence et de privatiser les secteurs de la distribution d'eau et du chauffage. Une telle mesure devrait, selon le rapport, obliger les fournisseurs publics à diminuer les prix. La recommandation a été bien accueillie par les milieux industriels danois.

Pollution. La Commission européenne a notifié au Danemark, dans une lettre confidentielle au gouvernement, son intention d'engager des poursuites auprès de la Cour de Justice de l'UE (CJUE), pour non-respect des règles négociées concernant la qualité de l'air à Copenhague. Il est reproché au gouvernement danois de ne pas avoir atteint les objectifs qu'il avait négociés avec l'UE dans la réduction de la pollution atmosphérique.

Finlande

Conjoncture. Selon les résultats préliminaires publiés par l'institut des statistiques (*Tilastokeskus*), la reprise de



La quinzaine nordique – 30 août 2016 © DG Trésor

l'économie finlandaise se confirme avec une hausse du PIB de +0,3% au deuxième trimestre 2016. La croissance est portée par les investissements privés notamment dans le secteur de la construction. Le chiffre d'affaires des entreprises de ce secteur a en effet connu une hausse de plus de +10% entre mars et mai 2016 en glissement annuel. Le chiffre d'affaires de l'industrie est quant à lui orienté à la baisse (-0,6%) sur la même période. La banque OP a maintenu sa prévision de croissance à +1,1% pour 2016, estimant que la croissance sera essentiellement tirée par la consommation et l'investissement alors qu'une reprise des exportations n'est pas attendue avant 2018. Les dernières données publiées par les douanes finlandaises (*Tulli*) indiquent une baisse de -5% des exportations et de -1% des importations sur le premier semestre 2016. Enfin, le taux de chômage en tendance s'est stabilisé à 8,9% pour le troisième mois consécutif en juillet, tandis que le taux d'emploi se situe à 68,4%.

Energie. La Commission européenne a accordé un financement de 187,5 M€ au projet de construction d'un gazoduc, le « *Balticconnector* », qui doit relier la Finlande et l'Estonie (voir QN n°105). Cette enveloppe, accordée dans le cadre du programme « *Connecting Europe Facility* », représente 75% du coût total du projet de 250 M€. L'entreprise publique finlandaise *Baltic Connector Oy* et l'estonien *Elering Gaas As* sont en charge de la construction pour une mise en service en décembre 2019. Le projet doit mettre fin à l'isolement gazier finlandais et contribuer au développement du marché régional du gaz dans la région de la Baltique. Parallèlement, le gouvernement finlandais prépare une réforme de la législation sur le gaz naturel pour ouvrir ce secteur protégé à la concurrence. La proposition législative doit être présentée au Parlement en septembre 2016.

Plans sociaux. Le groupe de grande distribution de décoration et d'aménagement de la maison *Anttila* qui détient 31 magasins sous le nom *Anttila* et *Kodin1* s'est déclaré en faillite. 1 300 emplois pourraient être supprimés si aucun repreneur ne se manifeste dans les prochains mois. Le grand magasin *Stockmann* a également annoncé la suppression de 300 postes dans le cadre de son programme de réduction des coûts de 20 M€ pour l'année 2017.

Echanges bilatéraux. Les exportations françaises vers la Finlande ont augmenté de 50% au premier semestre 2016 par rapport au premier semestre 2015, essentiellement sous l'effet de la livraison de deux nouveaux Airbus A350-900 à la compagnie aérienne finlandaise *Finnair* depuis le début de l'année. A l'inverse, les importations de produits finlandais ont diminué de 2% au premier semestre 2016 en variation annuelle. Ainsi, l'excédent commercial de la France vis-à-vis de la Finlande a atteint 131 M€ au premier semestre 2016 alors que la balance commerciale était déficitaire de 266 M€ au premier semestre 2015.

Grand contrat. *Alstom Power Systems* (groupe *General Electric*) a remporté le contrat concernant la conception, la livraison, l'installation et la mise en route d'un groupe turboalternateur de type *Arabelle* pour le projet de centrale nucléaire sur la péninsule d'*Hanhikivi*. Le contrat a été signé fin juillet à Moscou entre *General Electric* et *Raos project*, la filiale du groupe russe *Rosatom* qui est en charge de la construction de la future centrale. Celle-ci devrait être opérationnelle en 2024.

Islande

Contrôles de capitaux. Le 16 août 2016, conformément au calendrier annoncé, le gouvernement a présenté un projet de loi pour lever les contrôles de capitaux qui s'appliquent encore aux résidents. Le projet de loi prévoit une série de premières mesures d'application immédiate, puis un second lot de mesures qui s'appliqueraient début 2017. Une fois cette étape mise en œuvre, l'Islande devra résoudre la question des "ISK offshores", actifs liquides détenus par des investisseurs non-résidents, dont une partie du stock a déjà été résorbée par l'enchère de la banque centrale islandaise de juin 2016.

Politique monétaire. La Banque Centrale d'Islande a annoncé le 24 août une réduction de ses taux d'intérêt de 0,5 point, avec un taux directeur qui se situe désormais à 5,25%. Cette décision s'appuie sur des prévisions de croissance revues à la hausse pour cette année alors que les prévisions d'inflation sont à l'inverse revues à la baisse. L'institution précise que les instruments de la politique monétaire se sont montrés plus efficaces que prévu jusqu'à présent mais souligne que la prudence restera de mise dans les évolutions des mois à venir, en fonction des conséquences de la levée du contrôle des capitaux.

Norvège

Fiscalité. La Norvège a depuis une douzaine d'années régulièrement réduit le niveau d'imposition de ses ménages, notamment durant les deux premières années de gouvernement de la coalition « *blå-blå* ». Un terme devrait cependant être mis à ces réductions dans les années à venir, suite à l'annonce cette semaine par le ministre de l'éducation *Torbjørn Røe Isaksen* de la nécessité d'assurer l'équilibre des fonds publics norvégiens. Seuls de légers allègements fiscaux



La quinzaine nordique – 30 août 2016 © DG Trésor

devraient être réalisés dans les années à venir, la priorité du gouvernement étant désormais d'améliorer l'efficacité du système d'imposition.

Hydrocarbures. La direction du pétrole du ministère du pétrole et de l'énergie a annoncé pendant l'été une hausse de la production de pétrole en Norvège, qui affiche son niveau mensuel le plus haut depuis mars 2011. Le pays a ainsi produit 1,728 millions de barils le mois dernier et 1,449 millions de baril en juin. ce niveau dépasse ainsi de 9% les projections réalisées précédemment et de 10% la production enregistrée en juillet 2015. Cette hausse s'explique par l'activité élevée de certains gisements comme Goliat (exploité par l'italien ENI). Ce constat s'applique également au gaz naturel, et va à l'encontre des baisses de productions traditionnellement enregistrées en été, période propice à l'entretien et la maintenance des plateformes.

Fonds souverain. Le fonds de pension public norvégien, le plus important au monde avec plus de 7 000 milliards de couronnes (environ 750 M€ selon les taux en vigueur), a déclaré au deuxième trimestre 2016 via la banque centrale norvégienne un rendement de +1,3%, essentiellement tiré par les marchés obligataires. Le N°2 du fonds, Trond Grande, a déclaré que la réussite du fonds au deuxième trimestre était due à ses investissements à revenu fixe, dont les prix ont augmenté en raison de la baisse des taux d'intérêt. Le fonds a été impacté par le référendum britannique sur le Brexit, ses actions (60% du portefeuille) ayant affiché un rendement de +0,7% (impacté par les marchés financiers et européens), quand les obligations (37% du portefeuille) ont enregistré un rendement positif de +2,5%. Les placements immobiliers (3%) ont quant à eux affiché un rendement négatif de -1,4%.

Échanges commerciaux. Le Bureau central des statistiques norvégien (SSB) a annoncé en juillet que l'excédent commercial du pays s'était réduit de 44,5% sur un an, touché par une baisse des exportations de gaz et de produits non pétroliers. La baisse des ventes de gaz s'explique notamment par la chute des prix du Brent ; les exportations norvégiennes ont ainsi baissé de -15,2%, quand les importations ont augmenté à hauteur de +1,2%. La baisse des ventes de pétrole n'a cependant enregistré qu'un recul de -1,8% à l'été 2016, ce qui laisse entendre que la baisse des prix a été compensée par la hausse des volumes de production. L'excédent commercial norvégien est ainsi en baisse de 45,2% comparé aux 7 premiers mois de l'année 2015. Hors hydrocarbures et construction navale, le déficit norvégien s'élève à 111,6 milliards de couronnes pour cette période.

Chômage. Le taux de chômage est reparti à la hausse pendant l'été, avec une progression de 0,1 point enregistrée entre mai et juin. Les chiffres publiés fin juin indiquent que celui-ci est désormais de 4,8%, légèrement plus élevé qu'attendu, correspondant à 135 000 personnes sans emploi dans le pays. Ce nombre est le plus haut enregistré depuis une décennie (égal à celui enregistré en janvier de cette même année), et s'explique notamment par la baisse des investissements dans le secteur des hydrocarbures, qui a particulièrement touché la capitale norvégienne du pétrole, Stavanger, et sa région, le Rogaland.

Suède

Croissance du PIB. La croissance du PIB suédois a atteint +0,3% au 2^{ème} trimestre et +3,1% en glissement annuel. Ce rythme était inférieur aux prévisions des analystes locaux (+0,6 en glissement trimestriel et +3,6% en annuel) et le rythme de croissance est ainsi le plus faible en 3 ans. Une fois de plus c'est la demande intérieure (consommation publique et consommation des ménages) qui sont à l'origine de la croissance économique du pays. Le gouvernement suédois table, pour sa part, désormais sur une croissance du PIB de +3,5% en 2016, de +2,3% en 2017 et de +1,9% en 2018.

Implantations françaises. Selon l'Agence nationale d'analyse des politiques de croissance (*Tillväxtanalys*), 402 entreprises françaises employant 44 203 personnes étaient implantées en Suède en 2015 (7% des emplois détenus par des entreprises étrangères dans ce pays), contre 406 entreprises employant 41 413 personnes en 2014. La progression de nos entreprises est nettement plus significative si l'on compare l'évolution par rapport à l'an 2000 (223 entreprises employant 35 213 personnes).

Vattenfall. La 1^{ère} entreprise de la sphère publique enregistre des pertes record au 1^{er} semestre dans un contexte de prix bas de l'électricité et de dépréciations d'actifs fossiles. Aucun dividende ne sera versé en 2016 pour la 4^{ème} année consécutive contre 680 M€/an versés en moyenne entre 2007 et 2012, ce qui représente un manque à gagner cumulé de l'ordre de 3 Mds€ pour les finances publiques. La décision récente du gouvernement rose-vert de vendre les activités « lignite » du groupe en Allemagne vient à l'encontre des souhaits du parti des Verts qui réclamait leur démantèlement. Le programme d'investissements de Vattenfall dans les secteurs éolien et nucléaire (exploitation des réacteurs jusque dans les années 2040) présente des perspectives pour les entreprises françaises.

EQT. L'entreprise de capital investissement de la sphère Wallenberg vient de faire deux importantes acquisitions immobilières à Paris en juillet 2016. La première concerne le quartier des affaires à Paris (Rue Lauriston) et la



La quinzaine nordique – 30 août 2016 © DG Trésor

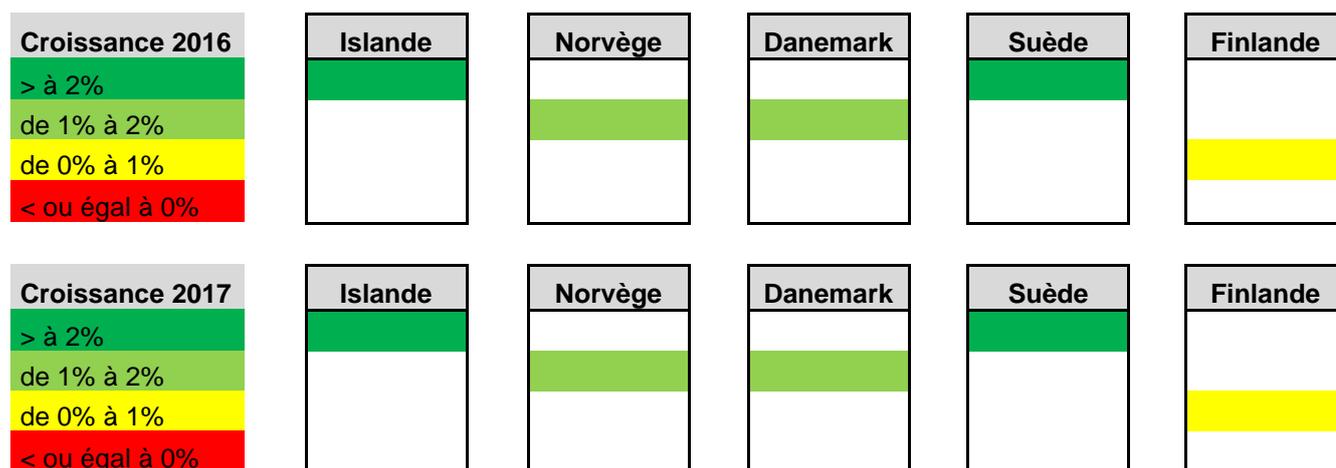
transformation d'un immeuble de logements en bureaux modernes haut de gamme (5 700m²). L'investissement a été réalisé en partenariat avec STAM Europe et s'élève à 33 M€. La deuxième acquisition d'un montant de 51 M€ a porté sur un ensemble de bureaux de 30 000m² (« Le Doublon ») situé Avenue Dubonnet à Courbevoie à proximité de La Défense.

SAAB. Le groupe de défense SAAB AB souhaite renforcer sa présence en France en tant que sous-traitant/partenaire et annonce l'implantation d'une antenne à Paris.

Investissement. La société de capital-investissement suédoise Vostok New Ventures a investi en juillet 380 MSEK (soit environ 40,5 M€) supplémentaires dans la société française Blablacar, soit un investissement total de 660 MSEK (soit environ 70,5 M€) à ce jour. Vostok New Ventures est connue pour être l'un des principaux actionnaires de Avito, « leboncoin » russe.

Sopra Steria. Le groupe français Sopra Steria, spécialisé dans la transformation numérique et présent dans plus de 20 pays, souhaite s'implanter en Suède en acquérant des sociétés de consulting de taille moyenne (50 à 200 employés). L'objectif est de croître de manière organique et de compter 300 employés d'ici 3 à 4 ans. Le groupe français est présent en Norvège depuis 2004 et emploie 1 100 personnes (contre 200 il y a 10 ans). Il fait désormais partie des trois principaux groupes de consulting du pays aux côtés de Cap Gemini et Accenture.

1. Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : Commission Européenne, prévisions de printemps (Mai 2016)

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017
PIB										
Gouvernement	1,1	1,7	1,4	1,0	1,2	1,6	3,5	2,3	-	-
Banque centrale	1,0	1,6	1,1	1,1	1,0	1,7	3,6	2,2	4,9	4,1
Institut stat./conj****	1,1	2,3	0,9	1,2	1,7	2,1	3,6	2,1	4,0	3,1
Commission*	1,2	1,9	0,7	0,7	1,2	1,7	3,4	2,9	3,5	3,3
FMI**	1,6	1,8	0,9	1,1	1,0	1,5	3,7	2,8	3,7	3,0
OCDE***	1,0	1,8	1,0	1,2	0,6	1,3	3,4	2,8	4,4	3,5
SEB	1,5	2,2	0,7	1,1	1,2	1,5	4,0	2,8	-	-
Nordea	1,7	1,9	0,5	0,7	1,9	1,4	4,0	2,0	-	-
Danske Bank	0,7	1,0	0,8	0,5	1,2	2,2	3,3	1,7	-	-

Source :



La quinzaine nordique – 30 août 2016 © DG Trésor

* *Prévisions de printemps* (mai 2016)

** *World Economic Outlook* (avril 2016) ou rapports pays

*** *Perspectives économiques* (mai 2016)

**** Suède : *Konjunkturinstitutet (KI)*, Danemark : *Conseil des Sages*, Norvège : *SSB*, Finlande : *ETLA*, Islande : *Statis*

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration

2. Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017
Déficit										
Gouvernement	-2,0	-1,8	-2,4	-2,4	6,6	-	-0,2	-0,3	-	-
Commission*	-2,5	-1,9	-2,5	-2,3	6,1	5,2	-0,4	-0,7	0,5	0,5
FMI**	-2,8	-2,0	-2,8	-2,6	5,4	5,1	-0,9	-0,8	14,4	-0,5
OCDE***	-2,5	-2,1	-2,4	-1,6	3,2	3,1	0,2	0,1	0,3	0,5

NB : déficit hors pétrole pour la prévision gouvernementale de la Norvège (en % du PIB continental)

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017
Dette										
Gouvernement	39,1	38,8	64,6	66,4	-	-	42,3	41,3	-	-
Commission*	38,7	39,1	65,2	66,9	30,6	34,2	41,3	40,1	57,0	53,0
FMI**	47,4	47,7	64,3	66,2	27,9	27,9	42,6	41,9	56,1	52,6

NB : dette brute de l'Etat central pour la prévision du gouvernement islandais

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017
Autres										
inflation (IPCH)*	0,6	1,5	0,0	1,3	3,0	2,5	1,0	1,5	1,8	2,7
cons. privée*	1,5	1,7	0,7	0,5	1,1	1,4	3,0	2,7	4,5	4,0
chômage (BIT)*	5,9	5,6	9,4	9,3	4,4	4,7	6,8	6,3	4,0	3,8

Source :

* *Prévisions de printemps* (août 2016)

** *World Economic Outlook* (avril 2016) ou rapports pays

*** *Perspectives économiques* (mai 2016)

**** Suède : *Konjunkturinstitutet (KI)*, Danemark : *Conseil des Sages*, Norvège : *SSB*, Finlande : *ETLA*, Islande : *Statis*

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

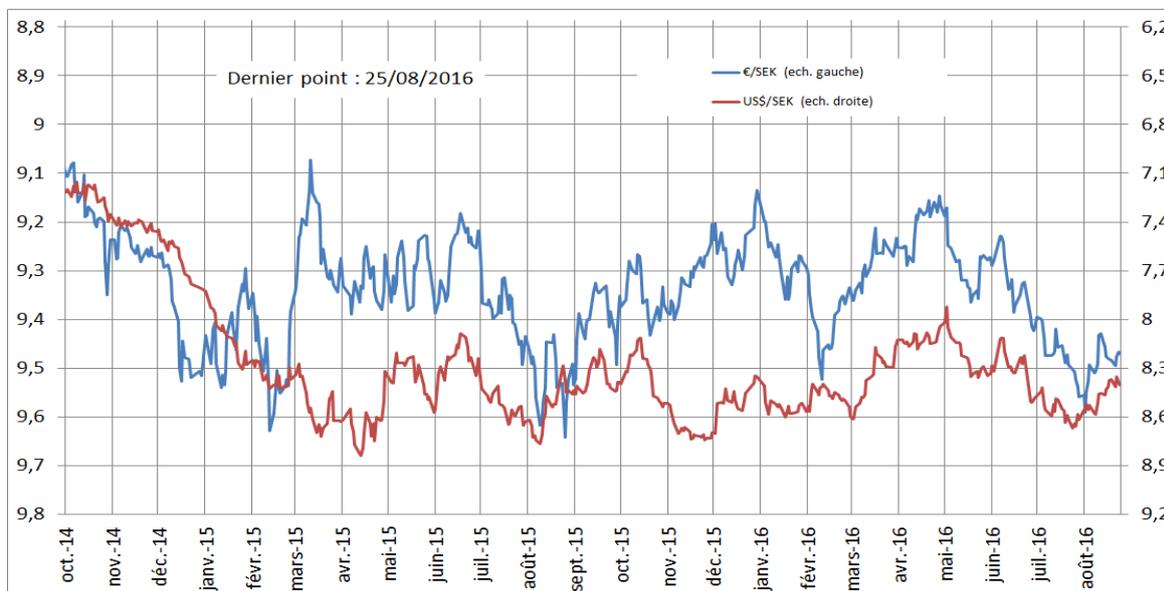
En rouge : dégradation

En vert : amélioration

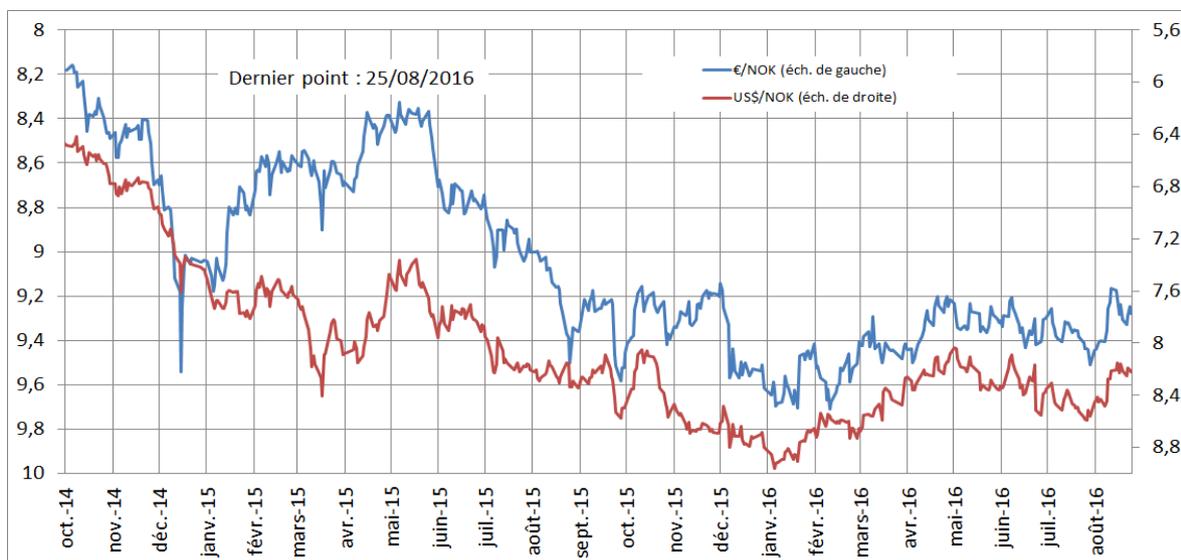


3. Evolution historique des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à pierre-alexandre.miquel@dtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Pierre-Alexandre Miquel (Chef du SER)

Revu par : Romain Saudrais (Conseiller financier)

Service Économique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (Clothilde Bauduin, Simone Le Ray, Michel Lallemand, Philippe Martinez), Helsinki (Nadine Mouy, Alexis Stevenson), Oslo (Emmanuel Gabla, Adrien Labaune), et du Service Économique Régional de Stockholm (Frédéric Lemaître, Julien Grosjean, Thomas Charrier, Olivier Redoulès, Romain Saudrais).